

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

47, QUAI DES GRANDS-AUGUSTINS - 75006 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 46.33.42.47

CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 1262 - 24 décembre 1987 - 4,5 F

D 1262 BRÉSIL: LES FAUX DU JOURNAL O ESTADO DE SÃO PAULO

Le lecteur se souvient de la très violente campagne lancée en août 1987 par le journal *O Estado de São Paulo* contre l'Eglise à propos des Indiens (cf. DIAL D 1235): le Conseil indigéniste missionnaire (CIMI), organisme officiel de la Conférence nationale des évêques du Brésil (CNBB), y était accusé d'atteinte à la sûreté de l'Etat en cherchant à faire introduire dans la future Constitution le concept de "souveraineté limitée" (ou "réservée", en traduction littérale) de l'Etat brésilien sur les territoires indiens du nord de l'Amazonie. Les dernières semaines ont vu rebondir la polémique. L'ouverture, le 3 septembre 1987, d'une commission parlementaire d'enquête sur la validité ou non des accusations de *O Estado de São Paulo* contre le CIMI a fait que le secrétariat général du Conseil de sécurité nationale a officiellement - mais de façon réservée - transmis pour information à la commission le texte de douze "études" de 1986 sur "les agissements de missionnaires, étrangers ou non, auprès des communautés indiennes et qui pourraient être considérés comme préjudiciables aux intérêts de la sécurité nationale". La publication de ces documents par le journal *Folha de São Paulo* à partir du 31 octobre 1987 a provoqué une vive réaction de l'épiscopat qui, par la voix de son président et du secrétaire général, a demandé audience au président de la République pour protester contre la mise en cause de l'Eglise par le Conseil de sécurité nationale.

Ci-dessous: 1) réfutation des faux de *O Estado de São Paulo*; 2) déclaration du président de la CNBB le 4 novembre 1987; 3) communiqué du Conseil permanent de l'épiscopat du 27 novembre 1987.

Note DIAL

1- Le point de vue de l'épiscopat (CNBB) et du Conseil indigéniste missionnaire (CIMI) sur les faux documents publiés par *O Estado de São Paulo* en août 1987 (Extraits de "La véritable conspiration contre les peuples indiens, l'Eglise et le Brésil")

1) Présenté comme le document d'orientation pour une série d'opérations ayant pour objectif d'instaurer au Brésil le statut de souveraineté limitée au profit des nations indiennes, le texte intitulé "Directive Brésil n° 4 - année 0" et attribué au Conseil oecuménique des Eglises n'existe tout simplement pas ou a été fabriqué.

Dans un télex envoyé le 13 août au pasteur Gottfried Brakemaier, président du Conseil national des Eglises chrétiennes (CONIC), ainsi qu'au député Ulysses Guimarães, président de l'Assemblée constituante, et au député Lysâneas Maciel (PDT/RJ)(1), le Conseil oecuménique des Eglises a déclaré qu'étaient "tendancieuses et faussées" les affirmations faites dans les articles sur l'affaire en question.

La seule déclaration officielle du CIMI sur les populations autochtones a été approuvée en juillet 1982 sous le titre "Les peuples indiens et leur droit à la terre", pour appeler les Eglises évangéliques à un engagement plus concret dans la défense des droits des peuples indiens.

(1) Cf. DIAL D 1235 [NdT].

Ces télex ont été transmis par Mgr Luciano Mendes de Almeida, président de la CNBB, aux ministres de la maison civile et de la maison militaire de la présidence de la République, qui ont demandé l'ouverture d'une enquête sur l'origine des accusations ainsi que sur leur bien-fondé.

2) Pour mettre en oeuvre les orientations du document "Directive Brésil n° 4 - année 0", le CIMI serait au service du Conseil oecuménique des Eglises. Il se trouve que le Conseil oecuménique des Eglises est une institution ne rassemblant que des Eglises évangéliques, alors que le CIMI est un organisme annexe d'une institution catholique, la Conférence nationale des évêques du Brésil (CNBB). Il y a de fait des rapports d'aide entre institutions catholiques et évangéliques, mais cela relève de la pure imagination que l'idée que de tels rapports aient pour objectif de porter atteinte aux intérêts d'un pays quelconque. De même les autres organismes énumérés par le journal *O Estado de São Paulo* ne font pas partie du CIMI.

3) La carte (2) réellement élaborée par le CIMI, le Centre oecuménique de documentation et d'information (CEDI) et l'Institut brésilien d'analyses sociales et économiques, a néanmoins été publiée par le journal de São Paulo avec plusieurs modifications. La carte vraie et originale a été faite à partir de données de la Fondation nationale de l'Indien (FUNAI) qui ont permis de préciser les grands projets qui, directement ou indirectement, touchent des populations indiennes. Ladite carte est en vente au CIMI depuis plus d'un an, à la disposition de tout acheteur; elle a par ailleurs été envoyée à plusieurs organismes gouvernementaux.

4) On a également découvert que la lettre du "frère Brand" ou A. Brand à G. Loebens, citée dans les articles de *O Estado de São Paulo*, est un document entièrement faux. La lettre est tapée à la machine à écrire ordinaire, alors que les lettres du CIMI sont toujours tapées à la machine à écrire électrique. La date est écrite à la mode anglaise (Brasília, juin, 03, 1987), alors qu'au CIMI cette étrange présentation graphique n'est et n'a jamais été utilisée. De plus, la lettre en question est numérotée (06/07, n° 18), ce qui n'est pas le cas des lettres du CIMI. Enfin, toute la documentation du CIMI est archivée à son siège national et dans ses régionaux respectifs: la lettre en question n'y existe pas. En dépit de ces falsifications grossières, la lettre a été certifiée conforme - comme, d'ailleurs, on peut le faire pour n'importe quel type de document - au 21e bureau du greffe de São Paulo pour lui donner la valeur légale appropriée.

5) Un autre document cité dans les reportages de *O Estado de São Paulo* est un "digest" de réunions entre des membres du CIMI, de la CNBB, du Centre oecuménique de documentation et d'information (CEDI) et de la Bibliothèque du développement économique (3), réunions qui auraient eu lieu les 16 et 17 juin 1987 au siège du Conseil indigéniste missionnaire.

Or personne du CEDI n'a jamais été avec Nogueira qui aurait représenté la Bibliothèque du développement économique aux réunions. La personne citée par le journal comme appartenant au CEDI n'est en fait qu'une salariée du CIMI. Le chanoine Celso, cité comme l'un des participants à ces rencontres, n'était pas au CIMI ces jours-là. Le "digest" présente de plus comme religieuses des personnes qui sont en fait des laïques.

Par ailleurs le document n'est pas signé. Le logo du CEDI en haut des pages est un montage grossier à partir d'une coupure photocopiée. Il est inutile d'ajouter que les dialogues prétendument tenus relèvent de la fiction. Le document est allé jusqu'à évoquer un voyage de Julio Gaiger, conseiller juridique du CIMI, à Porto Alegre le 17 juin, en réponse à un appel - qui n'a jamais existé - de Mgr Ivo Lorscheiter. Or ce jour-là, Julio n'a pas quitté Brasília.

[2] Dans son sixième article du 15 août 1987, sous le titre "L'évangile du CIMI: Indien, or...", *O Estado de São Paulo* publiait une carte intitulée "Carte des intérêts du CIMI" (NdT).
[3] Ce dernier organisme est "bidon". C'est en son nom que s'est présenté au CIMI un certain Mauro Nogueira, personnage clé de la campagne de "*O Estado de São Paulo*" contre l'Eglise (NdT).

Mais qui serait M. Mauro Nogueira? Le 20 août 1987, lors du débat à la Fondation Pedroso Horta (4), il a été constaté que cet homme est recherché par les polices du Para et du Maranhão. C'est lui qui a été le porteur des "documents" largement utilisés dans les ahurissantes accusations contre le CIMI. Mgr Luciano de Almeida a nié la prétendue amitié qui le lierait à ce personnage; le sénateur Marco Maciel a fait de même à son endroit, conformément à *Correio Braziliense* du 18 août et à une information personnelle au vice-président et au secrétaire du CIMI le 17 août.

6) Des nouvelles plus récentes, publiées dans *Folha de São Paulo* et dans *Retrato do Brasil*, sans parler de l'interview publiée le 4 octobre dans *O Estado de São Paulo*, confirment que Mauro Nogueira est l'auteur ou le pourvoyeur des documents cités dans *O Estado de São Paulo* et postérieurement remis à la commission d'enquête parlementaire. Les mêmes informations font état de liens constants entre Mauro Nogueira et le Groupe Paranapanema S.A., le plus grand producteur d'étain du Brésil et l'un des plus grands producteurs mondiaux de ce métal.

2- Déclaration à la presse du président de l'épiscopat après l'audience du président de la République (4 novembre 1987)

La matière divulguée par *Folha de São Paulo* met en question l'action pastorale de l'Eglise au Brésil et démontre un concept d'Etat qui ne correspond pas à la vision démocratique que nous avons aujourd'hui du pays. C'est une surprise pour nous de découvrir que la politique indigéniste que ce document révèle n'est pas celle que nous estimons appropriée au moment démocratique que nous vivons. La réponse que nous avons obtenue du président de la République est qu'il va demander une enquête sur la procédure de transmission de ces informations et sur l'origine de la matière transmise. Je crois que l'étonnement qu'a manifesté le président au sujet de ces informations nous permet de penser qu'il n'est pas d'accord avec leur contenu et que d'ici peu, après analyse de toute la documentation, il pourra aussi donner son appui à l'action de la conférence épiscopale dans sa défense de la cause indienne et de beaucoup d'autres points bien connus ici au Brésil.

3- Message du conseil permanent de l'épiscopat (27 novembre 1987)

AU SERVICE DE LA VÉRITÉ, DE LA JUSTICE ET DE LA VIE

(Intertitres de DIAL)

Le conseil permanent de la Conférence nationale des évêques du Brésil (CNBB), au terme de sa 19e réunion ordinaire consacrée à la conjoncture pénible que traverse le pays, tient à réaffirmer les espoirs qu'il met dans le processus démocratique et dans le travail de l'Assemblée nationale constituante.

(Les indispensables transformations constitutionnelles)

L'Eglise a depuis longtemps pris des positions publiques et notoires en faveur des transformations indispensables au renforcement d'une démocratie largement participative dans laquelle tous, en particulier les pauvres et les humiliés, voient leurs droits respectés et puissent mener une vie en accord avec leur dignité de fils de Dieu.

L'élaboration d'une nouvelle Constitution est le moment privilégié pour la mise en place d'instruments juridiques ouvrant la voie à ce large processus de participation et de transformation, ce qui n'est possible que si les constituants placent les intérêts de la nation et le bien du peuple au-dessus de leurs intérêts de personnes, de groupes et de blocs.

[4] A Brasília, avec la participation de Mgr Luciano de Almeida, président de la CNBB (NdT).

Consciente du fait qu'aucune transformation sociale n'est solide et durable si elle ne se fonde pas sur de grandes valeurs morales et religieuses, l'Eglise s'est battue pour la défense de la vie contre les partisans de l'avortement, pour la défense de la famille contre les partisans du divorce, pour la liberté d'enseignement contre le laïcisme étatique, pour la défense d'une authentique réforme agraire et d'une juste distribution du sol urbain, pour la défense des droits des travailleurs contre toutes les discriminations, pour la liberté d'action des missionnaires, pour la défense de tous les opprimés contre les intérêts des privilégiés et des corrompus.

Cela a suffi pour que se manifeste contre l'Eglise une réaction surprenante à l'heure où l'on prétend ouvrir des espaces au pluralisme démocratique.

Accusée de porter atteinte à la souveraineté nationale, l'Eglise a été calomniée, sur la base de documents fabriqués, et a été surprise de la divulgation de textes dans lesquels son action pastorale est présentée comme une ingérence indue dans ce qui relève de la responsabilité de l'Etat.

(La nécessaire réforme agraire)

En ce qui concerne son action pastorale en faveur des populations et des régions les plus dans le besoin, nous tenons à rappeler, en cette année de sécheresse, ce que nous disions en 1983 dans le document sur la réalité du Nord-Est brésilien (5): *"Le problème du Nord-Est n'est pas seulement le manque d'eau, de pluie, ou la sécheresse"*. Ce n'est pas une question uniquement climatique mais bien une question politique. Nous constatons malheureusement que, quatre ans plus tard, rien n'a pratiquement changé en ce qui concerne la situation grave du Nord-Est.

Nous rappelons également que l'Eglise a insisté de façon répétée sur l'urgence et l'étendue d'une authentique réforme agraire. La preuve de son urgence en est dans la multiplication des campements et occupations de terres par des paysans sans terre. La doctrine catholique n'est pas contre la propriété mais en faveur de son extension à tous. La position de l'Eglise est à l'opposé exact de celle de personnes et d'organisations telles que l'Union démocratique rurale (UDR) (6), qui défendent comme un droit absolu une scandaleuse concentration de la terre par appropriation de grands domaines, en excluant ainsi de l'accès à la propriété de la terre ceux qui veulent en vivre et y travailler. Ce comportement étant en opposition ouverte aux enseignements sociaux de l'Eglise, nous prévenons les chrétiens qu'ils ne doivent pas faire partie de ces organisations qui, de plus, attaquent systématiquement les travailleurs ruraux et les gens d'Eglise, et font obstacle à la démocratisation de la société brésilienne.

(La défense intransigeante des Indiens)

En ce qui concerne l'action missionnaire de l'Eglise, nous réaffirmons son engagement de soutenir et de défendre la vie dans sa totalité, en particulier la vie menacée des peuples indiens. Nous leur renouvelons notre solidarité, dans la défense intransigeante de leurs droits. Nous lançons un cri d'alarme sur les dangers d'une intégration forcée dans la société majoritaire où ils se trouveront fatalement en position d'infériorité. Nous encourageons les communautés indiennes à mieux s'organiser.

Quant aux missionnaires travaillant avec les peuples indiens - tous membres du Conseil indigéniste missionnaire (CIMI): évêques, prêtres, religieuses et laïcs - et à leurs organismes de conseil et d'animation au plan national et régional, nous leur exprimons notre admiration et notre soutien. Nous leur demandons, au nom de Jésus-Christ libérateur, de ne pas se décourager et de ne pas se laisser intimider car, de même qu'il a été persécuté, de même l'Eglise missionnaire l'est-elle aussi aujourd'hui (cf. Jn 15,20).

[5] Cf. DIAL D 938 [NdT].

[6] Cf. DIAL D 1081 [NdT].

C'est tout particulièrement à notre frère dans l'épiscopat, Mgr Aldo Mongiano, évêque de Roráima et cible de calomnies absurdes, regrettamment reprises dans des documents du Conseil de sécurité nationale (7), que nous tenons à adresser notre soutien fraternel, en rappelant que le Conseil de défense des droits de la personne lui-même, organisme officiel du ministère de la justice, l'avait déjà lavé de toutes les accusations lancées à répétition contre lui: "Pour ce qui est du diocèse de Roráima, j'écarte donc tout autre inspiration qui ne soit celle, ici exposée, de l'évangélisation", selon les propres termes du rapport.

En dépit de cette reconnaissance, la mesure d'expulsion des missionnaires est toujours en vigueur alors qu'ils ont été arbitrairement coupés du contact avec les communautés indiennes au service desquelles ils étaient (8).

A l'ensemble de la société et en particulier aux pauvres de notre pays nous demandons de ne pas se laisser influencer par la campagne contre les peuples indiens et contre l'Eglise, et de rester dans l'esprit de Jésus-Christ qui fait de nous des frères. Nous leur demandons également qu'au nom de cette fraternité ils fassent des gestes concrets de soutien aux frères indiens.

(Un danger pour la démocratie)

Ceux qui combattent l'action transformatrice de l'Eglise ne s'aperçoivent malheureusement pas qu'ils vont à rebours de l'histoire. Tous les peuples qui sont aujourd'hui parvenus à des niveaux de décence démocratique ont eu à faire face à des tentatives d'obstruction de leurs efforts d'émancipation. Dans les pays où ont été ouverts des canaux démocratiques, cette émancipation s'est faite par la voie pacifique; là où ils ont été obstrués, elle s'est faite par la violence révolutionnaire. S'efforcer de revenir à cette dernière expérience au Brésil c'est retourner à une folie parfaitement inutile et dangereuse.

L'Eglise regrette les distorsions malintentionnées de ses intentions. Consciente de ses limitations humaines, elle s'emploie sincèrement, même si c'est par des méthodes et avec des styles différents, à la réalisation de justes transformations pour un Brésil digne et sain. Dans cette tâche elle ne nourrit aucune recherche de prestige ou de pouvoir ni ne s'inspire d'aucune idéologie: elle s'appuie sur sa foi en Dieu, sur sa fidélité à l'Évangile, sur l'affirmation de la dignité de la personne humaine et de la valeur d'une vie sociale fraternelle.

Brasília - DF, le 27 novembre 1987

[7] D'origine italienne, Mgr Aldo Mongiano avait travaillé comme missionnaire au Mozambique dans les années 60. Ses calomniateurs en ont fait un "évêque" ayant organisé la guérilla contre les Portugais!... D'après ces mêmes calomnies, il pratique la subversion dans l'Etat de Roraima... [NdT].

[8] En fin août 1987, la Fondation nationale de l'Indien (FUNAI), organisme d'Etat, faisait retirer les missionnaires du diocèse de Roráima travaillant parmi les Indiens Yanomani [NdT].

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 320 F - Etranger 380 F - Avion 450 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441